

Journée d'étude

L'acceptabilité sociale en questions

Usages et mésusages

Intelligence artificielle, nouvelles technologies, transitions écologiques, ressources du sous-sol, réutilisation des eaux usées. Les sciences humaines et sociales (SHS) sont régulièrement convoquées pour renseigner l'acceptabilité sociale des réponses souvent techno-centrées au changement climatique et technologique.

Que faire de ce concept d'acceptabilité sociale ? Qu'on la critique parce que trop réductrice, porteuse d'une approche instrumentale de la participation citoyenne ou qu'on la mobilise pour répondre aux enjeux de réceptions sociales des mesures d'action publique, force est de constater que la notion d'acceptabilité sociale perdure dans le paysage de la recherche, des collectivités et des acteurs privés. Elle interroge par ailleurs la place des SHS dans les programmes de recherche interdisciplinaires, souvent envisagées dans un rôle d'accompagnement de l'innovation scientifique.

Au cours de cette journée de travail, nous invitons des expertes et experts académiques et non académiques qui mobilisent, contournent, traduisent, critiquent cette notion afin de donner à voir la pluralité de ses usages. Destiné aux scientifiques issus de sciences dures et de sciences humaines et sociales, aux porteurs de projets de recherche interdisciplinaires et aux acteurs institutionnels, ce temps d'échange vise à la compréhension des différentes entrées que la notion d'acceptabilité sociale recoupe, et de ce que la commande publique produit sur les disciplines qui s'en emparent.

Contact :
aude.sturma@cnrs.fr

Inscriptions



Jeudi

5

septembre
2024

TOULOUSE UNIVERSITÉ
– JEAN JAURÈS
Maison de la Recherche – Amphi F417

9h00 – Accueil café

9h15 – 9h30 – Introduction

Cécile Fabre, directrice de la MSHS-T et **Aude Sturma**, ingénieure de recherche Laboratoire des transitions

9h30 – 10h30

Session 1 : Acceptabilité sociale et technologies

MAIAT : exemple d'un outil d'évaluation de l'acceptabilité sociale pour anticiper les risques sociaux liés à l'IA

Charly Pécoste, enseignant chercheur en ergonomie (Icam site de Toulouse)

MAIAT, pour mesure de l'acceptabilité sociale de l'IA au Travail, est un outil à destination de n'importe quelle partie prenante présentant un projet d'intégration d'un système d'intelligence artificielle (SIA) dans une entreprise. L'objectif de cet outil est d'anticiper les risques sociaux liés à l'intégration de l'IA. Pour ce faire, il s'articule autour de 6 grands critères que sont la reconnaissance, les relations humaines, la surveillance, l'autonomie, la responsabilité et le savoir-faire. L'utilisateur de MAIAT est invité à répondre à quatre questions par critère afin d'identifier des risques associés à l'utilisation d'un SIA. Pour nous, il s'agit d'un outil visant à maîtriser l'intégration d'un SIA, en prenant des mesures de conception ou organisationnelles afin de limiter les risques qu'il comporte.

• • •

L'acceptabilité des technologies en pratique - Catégorisation, quantification et qualification des pratiques et représentations

David Rodriguez, doctorant en sociologie (Icam site de Toulouse / CERTOP)

Quel intérêt à diversifier les méthodes employées, alors qu'un simple questionnaire d'intention d'usage paraît suffisant ? Sur la base de travaux menés au sein de deux projets de recherche, cette intervention vise à détailler les différentes approches déployées (entretiens, observations, ethnographie, collecte d'avis clients en ligne et expérimentation au sein de la plateforme de recherche Ovalie), leurs apports, leurs limites, et l'intérêt de leur articulation, pour interroger et mettre en lumière les dynamiques complexes d'appropriation individuelle et collective des technologies.

10h30 – 10h45 – Pause

10h45 – 12h00

Session 2 : Acceptabilité sociale et interdisciplinarité

CompAqui : l'acceptabilité «sociologique» de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT)

Geoffrey Carrère, maître de conférences en sociologie (Université Toulouse - Jean Jaurès / CERTOP)

Romain Goumet, sociologue praticien (Bureau d'études sociologiques R.Goumet)

Voici le témoignage de sociologues embarqués dans un projet de recherche «interdisciplinaire» régional qui s'intéresse au projet de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) dans une commune des Pyrénées Orientales et dans lequel les sciences humaines sont convoquées pour travailler sur les conditions de l'acceptabilité sociale d'un dispositif technique de REUT. Cette expérience permet de porter une réflexion sur la place et le rôle attribués aux sociologues lorsqu'il s'agit d'accompagner la diffusion de systèmes techniques pour réduire les résistances et les controverses, mais aussi, elle permet de questionner les compétences et les (in)capacités des sociologues lorsqu'ils inscrivent leur action dans ce type de démarche ou de configuration.

• • •

Le sous-sol comme objet de recherche : comment dépasser la question de l'acceptabilité sociale par une interdisciplinarité élargie ?

Sylvia Becerra, chargée de recherche en sociologie (CNRS / GET)

Le mode de vie des pays industrialisés, profondément ancré dans l'exploitation des ressources minérales et énergétiques du sous-sol, a permis d'améliorer les conditions de vies d'une partie de l'humanité mais impacte l'environnement et le climat et génère des conflits sociaux en particulier sur les territoires où elle a cours. Les sciences sociales sont souvent assignées dans ce contexte au rôle de définition des conditions acceptables permettant cette exploitation. Pour dépasser cette question et engager une recherche transformative au service des territoires, et non pas au service d'une certaine vision de l'économie et du développement, l'interdisciplinarité élargie entre sciences sociales et sciences de la vie et de la terre reste un enjeu majeur.

14h00 – 15h15

Session 3 : Acceptabilité sociale et environnement

Aller au-delà de l'acceptabilité dans l'expertise en sciences sociales en dialogue avec l'action publique écologique : pourquoi et comment ?

Sarah Thiriot, sociologue (ADEME)

La communication met en lumière les intérêts à dépasser l'usage courant du terme d'acceptabilité sociale pour s'appuyer davantage sur la pluralité des connaissances issues des sciences sociales. Elle restitue ainsi différentes réflexions et travaux, qui visent à penser, analyser et conduire les conditions sociales de faisabilité des transitions écologiques.

• • •

Montée des conflits environnementaux : de l'idée de démocratie environnementale à des outils d'acceptabilité sociale

Léa Sébastien, maîtresse de conférence en géographie (Université Toulouse - Jean Jaurès / GEODE)

La « démocratie environnementale », entendue comme le droit de participer aux décisions en matière environnementale, a été instituée via la Convention internationale d'Aarhus en 1998 puis via la Charte de l'environnement en France en 2005. Depuis, l'État a mis en place des processus participatifs à toutes les échelles pour accompagner sa politique de transition écologique. Pourtant, dans le même temps, les conflits environnementaux et d'aménagement ont explosé sur tous les territoires et les désastres écologiques s'accroissent. Ma contribution explore ce paradoxe et montre que la participation institutionnelle répond à un modèle de gouvernance et non de démocratie, une nuance importante. Cette gouvernance se traduit sur le terrain en une série d'outils participatifs reposant en partie sur la notion d'acceptabilité sociale. Si la démocratie environnementale vise à ouvrir les processus décisionnels à une multitude d'acteurs, la gouvernance maintient le pouvoir aux mains des acteurs forts, n'interroge pas la notion d'intérêt général, nie les conflits, dépolitise les enjeux environnementaux. Cette absence d'espaces de négociation entre acteurs pour décider collectivement est préoccupante dans la perspective des crises climatiques, de sécheresses, etc. Les outils de la démocratie environnementale doivent s'étoffer et permettre de tenir compte des intérêts des humains et non humains, du statut de bien commun de l'environnement, des asymétries de pouvoir et de savoirs, des dimensions affectives locales. Ce que ne permet pas la notion d'acceptabilité sociale.

15h15 – 15h30 – Pause

15h30 – 16h00 – Conclusion de la journée

Laure Teulière, maîtresse de conférences en histoire contemporaine (Université Toulouse - Jean Jaurès / FRAMESPA), membre de l'Atécopol - Atelier d'Écologie Politologique Toulouse (plateforme d'expertise de la MSHS-T)

Échanges avec la salle

Sylvia Becerra est sociologue, chargée de recherche au CNRS au laboratoire Géosciences Environnement Toulouse (GET – UMR 5563) depuis 2006. Elle est spécialisée dans l'étude des risques environnementaux, et plus récemment des conditions d'habitabilité et de durabilité dans la transition énergétique (compromis entre ressources et risques). Elle a 18 ans d'expérience interdisciplinaire. Son expérience internationale porte sur l'étude des vulnérabilités et des réponses aux risques environnementaux dans les domaines de la pollution de l'air, du pétrole et de l'exploitation minière. Elle a notamment (co)dirigé le projet ANR SOCENV-MONOIL (2013-2018, 863k€) sur les impacts du pétrole en Équateur. Elle co-pilote l'ANR APIMAMA (PI : C. Lioussé LAERO) sur la pollution de l'air à Abidjan (2022-2025). Elle coencadre actuellement 3 thèses de doctorat (gestion de crise après les mines dans les Cévennes ; risques sanitaires dans le bassin du Lerma au Mexique ; vulnérabilité et trajectoires des femmes surexposées à la pollution atmosphérique à Abidjan).

Geoffrey Carrère est maître de conférences en sociologie à l'Université Toulouse - Jean Jaurès et membre du CERTOP (Centre d'Étude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir - UMR CNRS 5044). Ses recherches se situent à la croisée du champ de la sociologie de l'environnement, des risques, de l'action publique, des sciences et de l'expertise. Ses travaux étudient plus particulièrement les modes de gouvernement des polluants émergents ainsi que les processus d'écologisation des pratiques professionnelles dans le domaine de la santé-environnement.

Romain Goumet est sociologue praticien (Bureau d'études sociologiques R. Goumet) depuis 2007. Il est également chargé de cours Master PEPS (Université Toulouse - Jean Jaurès) et Ingénieur d'études CNRS, spécialisé dans les questions de transitions énergétiques et environnementales. Du point de vue des politiques publiques, des organisations, des pratiques et représentations sociales... pour traiter et analyser les questions liées à l'innovation, aux modes et styles de vie, aux compétences et logiques d'action des professionnelles... mais aussi, pour évaluer les dispositifs et les instruments organisationnels.

Charly Pécoste est diplômé en 2015 d'un Master en ergonomie cognitive. En 2020, il soutient une thèse portant sur la conception d'un système multimodal utile, utilisable et acceptable, pour la capitalisation des connaissances procédurales dans l'industrie. En 2022, il s'engage à l'Icam (Institut catholique d'arts et métiers) afin d'étudier les transformations du travail dues à l'intégration de l'intelligence artificielle. Ses travaux visent à construire des repères sur l'impact de l'IA à destination des entreprises, mais aussi des outils méthodologiques pour évaluer la pertinence et/ou piloter l'intégration de systèmes à base d'IA.

David Rodriguez est doctorant en sociologie à l'Icam site de Toulouse et au CERTOP (UMR CNRS, UT2J, UT3). Ses recherches sur l'acceptabilité débutent en mars 2022 chez Capgemini engineering, dans le cadre d'un projet visant à questionner les facteurs d'acceptation des technologies numériques par les opérateurs dans l'industrie 4.0. Il prolongera ensuite l'exploration de cette thématique en doctorat (dir. Yann Ferguson et Jean-Pierre Poulain), en se focalisant sur les représentations des systèmes robotiques dans l'industrie agroalimentaire et le secteur de l'hôtellerie-restauration. Son projet de recherche doctoral, financé par la Région Occitanie et l'Icam site de Toulouse, est mené dans le cadre du « Défi clé : Robotique centrée sur l'humain ».

Léa Sébastien est maîtresse de conférences au département de géographie à l'Université Toulouse - Jean Jaurès, responsable du master TREN (Transitions environnementales des Territoires), et membre du laboratoire GEODE (UMR CNRS 5602) depuis octobre 2010. Ses recherches concernent (1) les conflits d'aménagement ; (2) l'attachement au lieu ; (3) les dynamiques de transition territoriales ; (4) les indicateurs alternatifs de transition ; (5) les recherches sciences-société. Elle est l'auteure de nombreuses publications scientifiques sur ces thèmes, incluant des ouvrages dont l'un porte sur les mouvements de résistance aux grands projets, intitulé : « Résister aux grands projets inutiles et imposés », Éditions Textuel, 2018.

Sarah Thiriot est docteure en sociologie. Après des travaux de recherche sur les transformations des organisations et des métiers du bâtiment et de l'immobilier d'entreprise face aux enjeux écologiques, elle est aujourd'hui sociologue à l'ADEME - Agence de la transition écologique. Dans ce cadre, elle travaille à articuler les connaissances issues de la recherche en sciences sociales avec les réflexions menées au sein d'institutions et de politiques publiques écologiques. Ses travaux actuels portent notamment sur l'écologisation des pratiques et les inégalités socio-économiques.